L'ÉGLISE CATHOLIQUE FRANÇAISE

A AGY (1835)

Agy, l'humble commune de la vallée de la *Drôme*, fut, dans les premières années du règne de Louis-Philippe, au nombre des paroisses de notre contrée atteintes par la tentative de schisme de l'abbé Châtel. A l'aide de divers documents et de plusieurs publications récentes, relater cet épisode de notre histoire locale, indiquer les causes présumées de l'adhésion d'Agy à l'Eglise Française, en raconter le dénouement et dire quelques mots de Châtel et de ses disciples, tel est le but des lignes qui suivent.

* * *

En 1834, la paroisse d'Agy étant réunie à celle de Subles depuis de nombreuses années, le Conseil de Fabrique de cette dernière commune obtint des autorités compétentes que l'église d'Agy serait vendue à son profit. « Cette église inutilisée n'avait réellement aucun mérite architectural ; elle était placée à une des extrémités de la paroisse et encore « assez éloignée des principaux manoirs et groupes d'habitation. Sa tour, « en bâtière, bien qu'assez élevée, était très inférieure en proportions et en « décors à toutes celles du même type encore debout dans la contrée » (1). La vente en eut lieu devant M^e Pfistre Duvant, notaire à Bayeux, le 25 juin 1834. Les acquéreurs étaient : Charles-François Drurie, charpentier à Subles ; Jean-Jacques Leboulanger, maçon à Subles, et Charles-François Brunet, domestique au même lieu ; mais lorsque l'huissier, chargé d'entrer en possession au nom des adjudicataires, se présenta le 30 juillet 1834, un rassemblement tumultueux empêcha sa tentative d'exécution d'aboutir.

La commune d'Agy s'étant pourvue en référé devant le Président du

(1) M. l'abbé Lelièvre. Une tentative de schisme au diocèse de Bayeux. *Semaine Religieuse*, numéro du 24 Mai 1903.

Tribunal Civil de Bayeux, ce dernier, qui était alors M. Pezet, se déclara incompétent par son ordonnance en date du 9 août 1834. Cette ordonnance fut signifiée, le 23 août suivant, au sieur Legendre, maire d'Agy, par Dubreuil, huissier à Bayeux, 28, rue de la Juridiction, avec intimation de se trouver à l'église de ladite commune, le 25 août, à sept heures du matin, pour remettre à l'huissier les clefs de l'église, pour procéder aussi au recensement des objets qu'elle contenait, et avec déclaration que les acquéreurs se trouveraient sur les lieux pour faire main-mise sur leur acquisition (1).

Le 25 août 1834, à 7 heures du matin, l'huissier était à Agy, accompagné de trois recors. Il n'y trouva ni le maire, ni l'adjoint, ni aucun membre du Conseil municipal, mais un grand nombre de personnes, notamment des femmes, qui gardaient l'entrée du cimetière et les portes de l'église. Cette foule était menaçante et le sieur Jean-Baptiste Jaquet, serrurier à Bayeux, requis pour ouvrir les portes, dut se retirer avec l'huissier et les recors.

L'huissier Dubreuil avertit le Procureur du Roi, M. Douesnel-Dubosq, de ce qui se passait. A 10 heures et demie, ce magistrat arriva à Agy avec le lieutenant de gendarmerie et trois gendarmes à cheval et il y fut rejoint par la brigade de Vaubadon qu'il avait fait mander. Des sommations de se disperser furent faites en vain à la foule ; des hommes armés de bâtons en menaçaient quiconque tentait de pénétrer dans le cimetière, et les femmes criaient encore plus fort que les hommes. Des individus couraient de groupe en groupe et versaient du cidre aux manifestants ; l'un d'eux, Athanase Marie, disait tout haut qu'il avait entre les mains les clefs de l'église d'Agy et qu'il ne les remettrait à personne. Athanase Marie était le remplaçant de l'un des fils du maire d'Agy, Hippolythe Legendre. A cette époque, où la durée du service militaire était de sept années et où les bons numéros exemptaient du passage sous les armes les favorisés du hasard, les privilégiés de la fortune pouvaient se faire remplacer à l'armée en achetant un homme. Des agences, établies dans ce but, existaient dans toutes les parties de la France et s'engageaient, moyennant une prime annuelle, à fournir un remplaçant en cas de mauvaise chance. Ceux qui ne voulaient pas se servir des agences, s'entendaient directement avec quelqu'un remplissant les conditions voulues (la plupart du temps un militaire venant d'être libéré) débattaient entre

(1) D'après les pièces du procès.

eux le prix de ce singulier marché, et une fois les conventions passées et signées, le futur remplaçant était l'homme du remplacé, qui devait le loger, le vêtir, le nourrir et l'abreuver jusqu'au jour de l'appel sous les drapeaux.

Le Procureur du Roi ayant tenté de pénétrer dans le cimetière, deux hommes lui barrèrent le chemin et même l'un d'eux le menaça d'un énorme gourdin qu'il tenait à la main, mais ne mit pas sa menace à exécution. Les gendarmes présents ayant essayé de l'arrêter, la foule le délivra ; le maréchal des logis de gendarmerie fut jeté à bas de son cheval et Athanase Marie, mis en état d'arrestation pour avoir menacé d'une pierre le Procureur du Roi, fut également délivré par la foule. La gendarmerie était en butte aux injures et aux menaces continuelles des manifestants. M. Douesnel-Dubosq engagea de nouveau les assistants à se retirer, mais il lui fut répondu d'une voix unanime que les habitants d'Agy aimeraient mieux se laisser tuer sur la place que de consentir à la démolition de leur église.

Pendant que le Procureur du Roi dictait son procès-verbal à son greffier, un cabaretier du Tronquay, nommé Tranquille Bisson, refusant de s'éloigner des lieux du tumulte, fut également arrêté, puis relâché. Il était venu à Agy, en compagnie d'un de ses voisins du Tronquay, Blaise Marguerite, dit Letourneur, cultivateur, acheter un tonneau de cidre chez M. Guillaume Chirot, qui résidait tout près de l'église d'Agy. Ayant acheté ce tonneau de cidre, Tranquille Bisson et son camarade en burent peut-être un verre de trop et, une fois échauffés, trouvèrent moyen de prendre part à la manifestation d'une façon très active.

M. Douesnel-Dubosq, voyant l'état de surexcitation des esprits et voulant éviter une résistance violente que l'on n'eût pas manqué de faire à une force trop peu nombreuse, écrivit au sous-préfet de Bayeux une lettre qu'il chargea M. Philibert Bessin, avoué à Bayeux, présent à Agy, et de plus à cheval, de lui porter. Dans cette lettre, le procureur du Roi sollicitait l'envoi de la garde-nationale de Bayeux.

La garde-nationale arriva à Agy entre quatre et cinq heures après midi. Les gardes-nationaux étaient au nombre de trois cents. Le commandant accorda à ses hommes un quart d'heure pour souffler. Pendant ce court laps de temps, il y eut un geste à la Cambronne. Viol, tonnelier à Bayeux, rue des Terres, membre de la garde-nationale, et qui venait d'arriver avec ses camarades, s'étant retiré à l'écart pour satisfaire un pressant besoin, se trouva accosté par Athanase Marie, qui, profitant de sa fâcheuse posi-

tion et sans respect pour l'uniforme, tomba dessus à bras raccourcis et l'assit finalement sur le terrain de la lutte. Heureusement pour Viol, deux Bayeusains arrivèrent à son secours et le tirèrent des mains de l'enragé manifestant, qui s'enfuit d'un autre côté.

L'arrivée de la garde-nationale produisit sur les irascibles habitants d'Agy l'effet d'une douche glacée. La plupart d'entre eux se retirèrent et les autres assistèrent très calmes à l'ouverture des portes de l'église par l'huissier Dubreuil, à qui les clefs venaient d'être remises. Cependant, au moment d'ouvrir ces portes, l'huissier s'aperçut qu'elles étaient barrées en dedans et il fut obligé de les faire démolir par le serrurier qui l'accompagnait. Il procéda, ensuite, à l'inventaire du mobilier de peu de valeur qui se trouvait dans le monument et mit les adjudicataires des matériaux en possession de leur acquisition.

Les autorités, la gendarmerie et la garde-nationale reprirent le chemin de la ville épiscopale, suivies par un grand nombre de promeneurs regagnant leurs pénates.

Le démeublement et la démolition de la vieille église eurent lieu quelques jours plus tard. Les habitants de Subles se vengèrent de la résistance de ceux d'Agy en célébrant ce démeublement et cette démolition comme un triomphe. Les jeunes, surtout, furent sans pitié et allumèrent des rancunes tenaces qui existaient encore il y a une vingtaine d'années. Un des adjudicataires des matériaux, Leboulanger, fixa sur sa maison de Subles, le coq de l'église démolie (1).

Quant aux manifestants d'Agy, ils virent quelques-uns de leurs principaux meneurs poursuivis. Cette affaire eut son dénouement au Tribunal correctionnel de Bayeux et se termina par la condamnation d'Athanase Marie et de deux autres manifestants à des peines diverses. Leurs crimes n'étaient pas, d'ailleurs, bien graves et à peu près excusés par la surexcitation des esprits. La faute la plus sérieuse reprochée à Athanase Marie fut sa lâche agression sur Viol, le tonnelier, due très probablement à un commencement d'ivresse. Cela ne l'empêcha pas, plus tard, au régiment où il fut appelé en remplacement du fils Legendre, d'être un bon et brave soldat.

* * *

Les habitants d'Agy digèrent difficilement l'affront qu'ils jugeaient leur avoir été fait par ceux de Subles et cherchèrent le moyen de se

(1) Souvenirs d'habitants de Subles et d'Agy.

venger tout à la fois de cet affront et de l'abandon des autorités religieuses. L'église d'Agy avait été, en 1818, par arrêté préfectoral, mise sous la surveillance laïque du maire, l'Evêque de Bayeux l'ayant interdite le 15 avril 1812. En 1822, un autre arrêté préfectoral avait accordé un an aux paroissiens d'Agy pour réclamer leur église : ils n'en firent rien. Le bruit courait qu'ils ne fourniraient une église convenable que s'ils avaient un propre curé pour eux, et que leur pauvreté ne leur permettait pas de mettre à l'avance l'édifice religieux en bon état (1).

Dans tout cela, la commune d'Agy avait certainement, à cause de son mauvais vouloir, une large part de responsabilité ; mais il était difficile de faire entendre raison à ses habitants qui avaient en sérieuse mémoire l'avortement de leur résistance et le triomphe de ceux de Subles.

A cette époque, un autre fils du maire d'Agy, Denis Legendre, était à Paris. Il eut connaissance d'une nouvelle église fondée par un prêtre du diocèse de Paris, l'abbé Châtel. Jugeant l'occasion propice, Denis Legendre avertit l'abbé Châtel de ce qui se passait à Agy. Ce dernier sonda les intentions des administrateurs de cette commune et des principaux habitants, vit ses ouvertures très bien accueillies et quelques jours plus tard, Agy faisait partie de l'*Eglise Catholique Française*.

Les habitants d'Agy tenaient leur revanche.

Il ne sera pas inutile, avant d'en faire connaître l'étendue, de dire quelques mots de l'Eglise française et de l'abbé Châtel.

Ferdinand-François Châtel naquit à Gannat (Allier), le 9 janvier 1795. Ses parents, qui étaient très pauvres, le placèrent comme apprenti chez un tailleur. Il n'y resta pas longtemps. Sa piété fervente le fit remarquer par un prêtre de sa paroisse, qui le mit à ses frais au Petit Séminaire de Montferrand. Il entra ensuite au Grand Séminaire et reçut les ordres en 1818.

D'abord, vicaire à l'église de Notre-Dame, à Moulins ; puis, en 1820, curé de Montenay-sur-Loire, Châtel n'avait pas tardé à se faire une réputation de prédicateur, une réputation un peu locale, qui ne s'étendait pas au-delà des limites d'un département, mais qui suffit à exalter son orgueil. Les humbles fonctions de curé de village lui parurent indignes de son mérite. Il fut nommé, à la fin de l'année 1820, aumônier dans le 20^e régiment de ligne et, plus tard, dans le 2^e régiment de grenadiers à cheval de la garde royale. De 1823 à 1830, il prêcha dans la plupart des églises de Paris.

(1) M. l'abbé Lelièvre, article précité.

Il devint rédacteur d'un journal très suspect, *le Réformateur ou l'Écho de la Religion et du siècle*. Dans plusieurs sermons, il proclama la nécessité pour tout catholique de revendiquer la liberté religieuse. Mis en interdit, Châtel résolut de se passer de temple et commença à célébrer la messe en français, dans sa propre chambre, à Paris, rue des Sept-Voies. Le 23 novembre 1830, s'étant adjoint plusieurs collaborateurs, Châtel publia, dans le *Courrier Français*, la proclamation suivante, qui fut, en outre, affichée à Paris et dans une grande partie de la France :

« Citoyens,

« Un très grand nombre de prêtres patriotes, réunis à Paris, ont l'honneur de prévenir leurs concitoyens qu'ils sont à la disposition des autorités des différentes communes qui manquent de curés.

« La conduite antinationale et despotique des évêques a déterminé cette société d'ecclésiastiques, amis de leur pays et jaloux de marcher avec les institutions constitutionnelles, à rompre avec leurs chefs et à n'écouter que la voix de leur conscience et les intérêts du peuple qui les appellent.

« On les a mis dans la cruelle alternative d'opter entre l'obéissance aux lois de leur pays, et l'obéissance passive, aveugle, fanatique, à un pouvoir éminemment ennemi de la Patrie!

« Ils n'ont point hésité ; ils ont rompu d'une manière éclatante avec les évêques en hostilité ouverte contre la France entière.

« Ces ecclésiastiques ne sont point unis par l'appât du gain.

« Ils offrent d'exercer gratis toutes les fonctions de leur ministère, selon ces paroles de Jésus-Christ à ces apôtres : « Vous avez reçu gratis, donnez gratis. . . . »

« Les communes de France qui désireront se choisir des pasteurs parmi ces prêtres tolérants sont priées de s'adresser franco à l'abbé Châtel, désigné par la Société pour la correspondance générale.

« Il demeure à Paris, rue des Sept-Voies, n° 18, près le Panthéon.

« L'Abbé CHATEL,

« Au nom de ses Confrères. »

Cette circulaire reçut diverses adhésions. L'église catholique française était fondée.

D'après une statistique (du 1^{er} septembre 1830 au 1^{er} janvier 1833), dressée par l'abbé Châtel et que reproduisirent, en 1833, plusieurs journaux, 57 communes, pendant cette période, adhérèrent à l'Église catho-

lique française. La commune de Butot, dans le canton de Pavilly, arrondissement de Rouen (Seine-Inférieure), fut la première, le 23 septembre 1830. Il n'y eut que 15 adhésions en 1831, 8 en 1832.

La première profession de foi de l'abbé Châtel fut publiée dans les débuts de 1831. D'après cette profession de foi, l'Eglise catholique française reconnaissait les symboles des Apôtres, de Nicée et saint Athanase comme expression de la doctrine évangélique. Elle admettait la divinité de Jésus-Christ, la présence réelle, les sept sacrements, l'invocation de la Sainte Vierge et des Saints. Elle imposait l'usage de la langue vulgaire dans l'exercice du culte et l'administration des sacrements, déclarait la confession facultative et non obligatoire, repoussait les indulgences, le droit d'excommunication, l'éternité des peines, et ce qu'elle appelait l'abus des dispenses pour les abstinences et les mariages. Enfin, elle prenait l'engagement, auquel elle dut bientôt renoncer au moins dans la pratique, de ne rien exiger pour l'administration des sacrements et les cérémonies du culte.

D'après Champfleury (1), l'abbé Châtel eût dû dire, comme pour les lampes, comme pour les fourneaux : *Eglise économique*. Quand on construit une maison, il faut abattre l'ancienne ; l'abbé Châtel ramassa contre les prêtres toutes les injures que le xviii^e siècle nous a léguées, et il mélangea adroitement son *prospectus* de politique ; à l'entendre, c'était le haut clergé qui avait forcé Charles X à mitrailler le peuple.

Il fallait un évêque à l'Eglise catholique française. Châtel résolut de se faire sacrer, mais ne put nécessairement recourir pour cela aux bons offices des évêques de France en parfait accord avec Rome. Il essaya vainement de se faire sacrer par l'évêque Grégoire, l'ancien membre de la Convention Nationale, puis par divers prélats constitutionnels qui, tous, refusèrent.

Un beau jour, les personnes qui s'intéressaient à l'abbé Châtel et à son œuvre, apprirent avec satisfaction, mais en même temps avec surprise, que Châtel avait été nommé évêque, primat coadjuteur et très Sainte Eminence et qu'il s'était fait sacrer par un médecin, qu'on disait être grand maître de l'Ordre des Templiers, du titre d'Altesse Eminentissime ! et dans la vie privée s'appelant plus simplement et plus facilement : Fabrè-Palapat.

Successivement médecin à Caen, puis à Paris, Fabrè-Palapat avait

(1) *Les Excentriques*. Paris, Michel Lévy, 1852.

composé un ouvrage où il cherchait à démontrer que le fluide électrique, modifié par l'organisation du corps humain, est le seul principe de la vie, et que l'âme est une naïve hypothèse, ce qui n'empêchait pas ce bon matérialiste de se donner des adversaires en faisant consacrer des évêques appelés à soutenir le contraire.

Bref, en 1830, Fabré-Palaprat était, à la fois, médecin, membre d'une dizaine de sociétés plus ou moins savantes, écrivain, marié et décoré de Juillet.

Mais ces titres, si pompeux qu'ils fussent, disparaissaient en présence de la dignité suprême d'Altesse Eminentissime, grand maître des Templiers du monde entier, qui lui donna l'occasion d'entrer dans la vie de Châtel.

A quel titre et par suite de quelles circonstances Fabré-Palaprat était-il arrivé à succéder à Jacques Molay, le grand-maître des Templiers, brûlé vif sous Philippe-le-Bel ? Il est impossible de le dire, et il est à peu près certain, qu'à ce sujet, il ne relevait que de lui et de ceux qui avaient bien voulu suivre sa fortune.

Beaux titres illusoires ! dignités mortes ! dit Champfleury (1), qui aboutissent à un cordon fané autour du corps pour décoration, à une chaise dépaillée pour trône.

Il faudrait tout le génie de Balzac pour faire sentir les misères et les décadences de ces associations ruinées, et les intrigues nouées, dénouées, renouées entre le Temple et l'Eglise catholique française.

Châtel voulait être évêque et Fabré-Palaprat cherchait quelqu'un à sacrer. Ces deux hommes étaient faits pour s'entendre.

L'entrevue eut lieu chez Fabré-Palaprat. En voici le résumé, d'après M. l'abbé Loutil (2) :

— Vous ne voulez qu'un évêché, dit Palaprat, moi, je vous donne la France : vous serez primat des Gaules !!

— Seulement, et ici Châtel ouvrit toutes grandes ses oreilles : 1° Vous vous soumettez aveuglément à tous les statuts lévitiques et militaires de notre église et de notre ordre ?

— Entendu !

— 2° Vous adopterez dans votre culte le costume et les cérémonies de l'Eglise joannite ?

— Accepté !

(1) *Les Excentriques*, ouvrage déjà cité.

(2) *Les Contemporains*, 8 avril 1894.

— 3^o Et surtout : toutes vos églises seront gouvernées , en réalité , par notre administration , et il vous est interdit de toucher à l'argent qu'elles vous rapporteront ?

— Enfin , soit !

Châtel , à son tour , prit la parole : « Votre Très Sainte Altesse m'avancera l'argent pour acheter mon costume d'évêque au grand complet , car je n'ai pas le sou ?

— Bien volontiers , répondit Palaprat ; mais à condition que Votre Eminence donnera un reçu de cette avance , pour que notre caisse la prélève sur les premières recettes.

Ainsi fut signé leur concordat.

Le sacre eut lieu le lendemain. Le prélat consécrateur s'appelait Machaut , marchand d'orfèvrerie dans la vie ordinaire et bailli de Jutland dans l'ordre des Templiers. Ce jour-là , Fabré-Palaprat , qui devait seulement présider la cérémonie , donna ordre à sa domestique de renvoyer impitoyablement tous les malades , en disant que M. le docteur était occupé à une grande opération qui absorbait et tout son temps et toutes ses facultés.

L'évêque , bailli de Jutland , fit gravement toutes les onctions à l'abbé Châtel , lui graissa toutes les articulations selon le rite joannite ; puis , lui imposa les mains. L'opération terminée à la satisfaction générale , les assistants achevèrent de donner à Châtel l'extérieur et la tournure d'un prélat et l'Eglise française fut pourvue d'un prélat.

Peu de temps après , une dénonciation vint à Fabré-Palaprat , accusant le primat Châtel d'avoir été prêcher à Clichy-la-Garenne et d'avoir dit en chaire qu'il tenait son grade sacerdotal d'un évêque catholique romain dont il ne pouvait dire le nom.

Le grand maître courut au siège de l'église française et s'emporta , accusant Châtel de manquer à sa signature. Ce dernier s'excusa , disant que , pour éviter la défiance des paysans de Clichy-la-Garenne , il avait commis un mensonge bien innocent.

Fabré-Palaprat mit Châtel en demeure de dépouiller le costume romain et de déclarer publiquement qu'il était évêque-primat de l'ordre de Saint-Jean. Il n'obtint que de vagues promesses. L'abbé Châtel , qui était arrivé à être évêque , commençait à regarder de haut ses chefs. D'ailleurs , il se rendait bien compte qu'il perdrait ses paroissiens s'il changeait le culte romain et que ceux-ci ne voudraient pas payer un casuel pour voir des exercices de franc-maçonnerie.

Pour se débarrasser de Fabré-Palaprat et de ses Templiers, l'abbé Châtel confia la gérance de l'église française à un de ses vicaires, l'abbé Auzou, qui, quelques jours après la première visite de Fabré-Palaprat, mit irrévérencieusement à la porte les grands dignitaires du Temple venus, à l'Eglise française, demander à Châtel justification de sa conduite et contrôler les cérémonies.

En présence de cette suprême injure, le Temple se réunit. Trois cents chevaliers étaient présents. Le grand sénéchal se leva et parla ainsi :

« Très grands, très puissants, très excellents seigneurs, très saints pères et vous tous seigneurs pontifes et chevaliers, salut :

« Ferdinand-François Châtel, créé chevalier, sacré évêque et nommé primat-coadjuteur des Gaules, par décision de la cour apostolique patriarcale et décret du grand-maître de la milice du Temple, et souverain pontife de la Sainte Eglise du Christ, a violé ses serments de chevalier, d'évêque et de primat; il méconnaît aujourd'hui l'autorité de notre Eglise, à laquelle il avait juré de se soumettre. Mais, avant de vous signaler toute l'indignité de sa conduite et prendre des conclusions contre lui, il serait nécessaire que la cour apostolique autorisât son rapporteur à faire connaître à l'assemblée les considérants qui avaient motivé son admission dans l'ordre des chevaliers du Temple, son élévation à l'épiscopat et au siège de la primatie des Gaules et motivé l'ouverture d'un cours public; car, messeigneurs, si la cour apostolique peut, dans ses prérogatives, à l'insu des membres de l'ordre, recevoir des chevaliers, sacrer des évêques, il est de son devoir de faire connaître, lors des assemblées générales, les titres des récipiendaires; il est de son devoir surtout de motiver à vos yeux la décision par laquelle elle a autorisé d'ouvrir les portes du Temple au public. »

L'assemblée s'étant prononcée pour l'affirmative, le rapporteur exposa la trahison de l'abbé Châtel; mais une grande partie des chevaliers accusa le grand maître d'avoir conféré légèrement le titre de prince à un homme qui avait d'abord cherché à se faire sacrer par des évêques constitutionnels, d'où il résultait que le Temple n'avait été qu'un pis-aller pour l'abbé Châtel.

Le grand maître, un peu confus, se défendit assez faiblement et ordonna au grand sénéchal de prendre de suite des conclusions.

Conclusions terribles, comme on va voir :

« 1° Le sieur Châtel a violé ses serments; il a rougi d'avoir reçu l'épiscopat des mains du vénérable bailli Jean de Jutland;

« 2° Il a menti au public en disant en chaire qu'il avait été sacré par un évêque romain ;

« 3° Il a ordonné les sieurs Plumet et Laverdet suivant le rite romain ;

« 4° Il a constamment refusé de rendre compte des fonds qu'il a touchés, lui qui s'était engagé à laisser à l'administration du Temple le gouvernement temporel de son église ;

« 5° Enfin, il n'a pas eu honte, après avoir dérangé la cour apostolique, de la faire insulter par son vicaire, lorsqu'elle lui faisait l'honneur de se rendre à sa chapelle pour conférer avec lui et de se déclarer par là tout à fait indépendant du Temple. D'après ces faits bien constatés, nous requérons que ledit sieur Châtel soit dégradé comme chevalier et comme évêque et déclaré déchu de son titre au pouvoir de primat coadjuteur des Gaules. Que le jugement, précédé des considérants, soit imprimé à vingt-cinq mille exemplaires, et qu'en conséquence, sommation lui soit donnée de comparaître à la barre de l'assemblée pour que le jugement soit exécuté » (1).

Le lendemain, le grand bailli de Jutland alla notifier à Châtel sa déchéance. Il fut fort mal reçu, et comme il voulait faire quelque bruit, Châtel, pour étouffer ses cris et ses récriminations, s'écria, du haut de son escalier : « Portier ! allez chercher la garde, pour arrêter cet homme « qui viole ma sainte chapelle, entrave la liberté de mon culte à laquelle « j'ai droit, d'après l'article 5 de la Charte, et qui m'insulte dans mes « fonctions d'évêque, primat-coadjuteur des Gaules ! »

Le grand bailli, voyant que l'affaire tournait mal pour lui, et ne voulant pas se faire arrêter, battit en retraite en bon ordre, et alla trouver Fabré-Palapat, qui, au récit de ce qui précède, fut atterré. Il se fit raconter la scène plusieurs fois ; puis, tombant sur une chaise : « Cette canaille de « Châtel est vraiment un caractère ; il est bien malheureux que je n'aie « pas pu le fixer ! c'est bien l'homme qu'il nous fallait, le misérable ! » Palapat commençait à se fatiguer. Une fois déjà, avant l'affaire Châtel, un agent de police était venu subitement, au saut du lit, le prier de venir passer la journée à la préfecture ; il avait déjeuné et dîné lugubrement au Dépôt pendant qu'on perquisitionnait à outrance chez lui, pour s'emparer des papiers du grand maître, des chartes et des statuts de l'Ordre des Templiers. Il se résigna donc à se confiner dans sa profession médicale et mourut très obscurément en 1838. Ainsi se terminèrent les relations du Temple et de l'Eglise Française.

(1) Les Excentriques, précité.

Voilà l'église schismatique dans laquelle venaient d'entrer les habitants d'Agy, l'antique paroisse normande, qui avait, depuis un temps immémorial, pour patrons Saint Léonard et Saint Vigor, reniant ainsi, sous les mauvaises inspirations de la colère et de la rancune, la foi séculaire de ses aïeux !

* * *

La commune d'Agy était donc entrée dans l'église catholique française. Il s'agissait de construire un nouveau temple, en remplacement de celui détruit. Alors, par une singulière contradiction, ceux-là mêmes qui avaient déclaré être sans ressources pour entretenir, consolider et réparer la vieille église, trouvèrent tout ce qu'il fallut pour en construire une autre.

L'*Echo Bayeusain*, alors simplement feuille d'avis et d'annonces de l'arrondissement de Bayeux, dans son numéro du 17 février 1835 (1), publia l'insertion suivante :

AVIS

« Souscription pour l'établissement d'une Eglise Catholique Française,
« en la commune d'Agy, ouverte chez le sieur Le Guédois, homme d'affaires à Bayeux, rue de la Maîtrise, 17.

« Un registre coté et paraphé par MM. les Membres de la Commission
« nommée pour l'établissement de ladite église, a été déposé chez ledit
« sieur Le Guédois qui s'est chargé de recevoir des souscriptions et d'en
« rendre compte aux Membres de ladite Commission ».

Une quête fut faite dans les châteaux voisins et chez les propriétaires des communes des environs par Joseph Michel, adjoint au maire d'Agy.

Jacques Carabœufs, qui possédait une carrière de pierre ordinaire, fit cadeau de toute celle pouvant servir.

On dut aller chercher à Creully le surplus de la pierre nécessaire. Les fermiers de la commune, Blaise Margueritte, du Tronquay, et divers autres propriétaires mirent leurs attelages à la disposition des organisateurs. Un beau matin, tous ces gens partirent avec leurs lourdes charrettes attelées pour Creully. Ils revinrent avec leurs voitures enrubannées et pavoisées ; les blocs portaient ces mots en gros caractères : « Pour l'Eglise Catholique Française d'Agy ». Ils affectèrent de faire passer les dites voitures

(1) Voir la collection à la Bibliothèque Municipale de Bayeux.

devant l'évêché. En arrivant à Subles, Blaise Margueritte, qui tenait la tête, et les rouliers qui le suivaient, firent, avec leurs fouets, un bruit extraordinaire, dans le but de narguer les habitants de cette commune.

Vers le mois de mars, l'abbé Châtel envoya à Agy M. Prudhomme, ancien médecin, qu'il avait reçu dans son clergé. Comme la nouvelle construction n'était pas encore en état, ce fut dans la buanderie de Joseph Michel, ayant appartenu par la suite aux héritiers Le Véel, que Prudhomme commença son ministère. On s'aperçut bien vite qu'il était maître en l'art de bien dire, qu'il savait faire vibrer la corde patriotique. Tous les offices se chantaient ou se disaient en français. Prudhomme, qui chantait bien, remplaça les chantres par un chœur de jeunes filles. Cette innovation, qui coïncidait avec la suppression du latin et du plain-chant, ainsi que l'éloquence aimable du curé à la française, attirèrent bientôt, à Agy, de nombreux visiteurs.

Quelques jours plus tard, la nouvelle église étant à peu près en état, Prudhomme l'inaugura par un patriotique discours, dont les anciens du pays n'ont pas oublié le commencement : « Noble drapeau, trois fois « noble drapeau de Naples, d'Austerlitz et de France » (1). Bientôt, une partie des habitants de Noron devint aussi assidue aux cérémonies de l'Eglise française que ceux d'Agy.

Prudhomme mit en vente les catéchismes, missels, eucologes et autres livres de l'Eglise Française. Toutes ces publications, dont quelques-unes se retrouvent encore à Agy et dans l'arrondissement, portaient en tête la pompeuse approbation suivante :

« Ferdinand-François Châtel, par la miséricorde divine, évêque primat, seul fondateur de l'Eglise Catholique Française,

« Vu le droit de propriété qui nous appartient sur tous les livres d'église à l'usage de l'Eglise Catholique Française, comme missels, rituels, cathéchismes, eucologes et autres livres, tant pour les ecclésiastiques que pour les laïques, imprimés par notre autorité, nous avons permis et permettons par ces présentes à M. Aug. Auffray, imprimeur, passage du Caire, n° 54, à Paris, de tirer à 2.000 exemplaires l'eucologe catholique français, dont nous lui remettons le manuscrit, ouvrage devant former un volume in-18 de 360 pages à peu près. Cette permission toutefois n'est donnée que pour cette première impression et peut être révoquée par nous à volonté.

(1) D'après M. l'abbé Lelièvre, article précité.

« Ledit sieur Auffray sera obligé de soumettre à notre approbation un modèle des caractères et papier qu'il devra employer à la confection dudit livre et de se conformer en tout aux corrections et changements que nous jugerons à propos d'y faire.

« Donné à Paris, en notre église primatiale, rue du Faubourg Saint-Martin, n° 59, le 21 juin 1832, sous le sceau de l'Eglise catholique française et le contre-seing du prêtre français soussigné,

« Ferdinand-François Châtel, évêque-primat, fondateur
« de l'Eglise catholique française.

« Par mandement de M. l'évêque-primat,

« Journiac, prêtre catholique français ».

Cette approbation, copiée sur un eucologe, sorte de recueils de chants, variait nécessairement suivant les ouvrages en tête desquels elle figurait.

Les livres de l'Eglise française d'Agy trouvèrent beaucoup d'amateurs. Peut-être que ces amateurs tenaient à conserver un souvenir de cette église dont on prévoyait déjà la disparition.

Dans les derniers jours de l'existence de l'Eglise française à Agy, parut le *Nouvel Eucologe à l'usage de l'Eglise Catholique Française*, par A.-B. Saint-Estève. Cet ouvrage curieux, dont l'auteur était un ancien acteur du Vaudeville, contenait un chapitre consacré aux Messes *spéciales* pour le printemps, pour l'été, pour l'automne, pour l'hiver, pour la fête de l'Eternel, pour Vincent de Paul, Fénelon, l'abbé de l'Epée, Franklin, Ganganelli, Liancourt, etc., etc., et enfin deux Messes pour Napoléon, une pour sa naissance et l'autre pour sa mort. Saint-Estève était poète à ses heures :

Napoléon n'est plus ! Une froide poussière
Est ce qui reste, hélas ! à cet illustre nom.
Français ! Ce roi des rois n'est plus qu'un peu de terre
Donnons un souvenir au grand Napoléon !
A tes mânes, salut ! Toi, qui fis de la France,
Quand tu la gouvernas, la grande nation !
Les cœurs de tes hauts faits gardent la souvenance
Et disent : Gloire, honneur au grand Napoléon !

Prudhomme put compter, à Agy, encore quelques beaux jours, puis, comme tout fatigue et que tout lasse, le disciple de l'abbé Châtel ne vit bientôt plus assister à ses offices que quelques habitants d'Agy. D'un autre côté, l'évêché et la préfecture, ennemis de ces innovations, s'enten-

dirent pour mettre un terme à ce qu'on appelait, dans la contrée, le schisme d'Agy. Ils y réussirent et en présence de l'abandon complet dans lequel il se trouva, Prudhomme résolut de quitter le pays. Il partit un Lundi de Pâques, accompagné jusqu'à Bayeux d'un groupe d'écoliers (1).

Vers 1884, Prudhomme revint faire un tour dans le pays. Son voyage passa à peu près inaperçu ; il y avait longtemps que son église était devenue église paroissiale après avoir reçu nombre d'améliorations.

Depuis de longues années, il n'était plus également question de l'Eglise française et de l'abbé Châtel. Le gouvernement de Louis-Philippe avait fermé les églises françaises de Paris et toutes les succursales en province. Près de trente départements avaient été attaqués, en France, par le schisme de l'Eglise française et un instant Rome avait eu des craintes.

Lors de la Révolution de 1848, Châtel essaya de faire revivre son église. De grandes affiches annonçant cette résurrection furent apposées dans Paris, mais aussitôt d'autres répondirent :

PROSPECTUS
par Brevet d'Invention et de Perfectionnement
CHATEL
PRÊTRE TOLÉRANT
ci-devant Bazar Saint-Honoré, n° 399
A L'ENSEIGNE

Fais ce que tu veux, advienne que pourra.

« Restaure et met à neuf les vieilles religions, vernit les vices, rétablit
« au gré des amateurs les vieilles consciences délabrées, fabrique et
« débite des pilules dorées et des bourdes contre la crainte de Dieu, de
« sa justice et de ses jugements et surtout de l'enfer, qu'il vient de cons-
« truire sur un nouveau modèle ; marie pour rire ou pour de bon, avec
« ou sans confession (*ad libitum*) ; fait les funérailles à domicile, le tout
« à prix fixe et au comptant.

« VA T'EN VILLE ».

En France, le ridicule tue !

Châtel ne s'en releva pas.

Proudhon, de son côté, lui avait administré une sérieuse correction :

« Je t'ai fait prêtre de la canaille — lui avait-il dit en faisant parler le génie de la France, — afin que tu serves d'exemple aux ambitieux et aux

(1) D'après les souvenirs personnels de M. Auguste Chirot, ancien maire d'Arganchy.

charlatans. Tu as été la première dupe, la dupe de ton ignorance et de ton orgueil. Tu croyais qu'au nom de la liberté le peuple accourrait en foule à ton autel et que tu serais pontife de la France raisonneuse. Tu t'es trompé, téméraire ! Tes mascarades font pitié, tes scandales soulèvent le dégoût. Tu le sais et tu t'obstines ; mais, plus tu étales d'impudence, plus ton cœur est abîmé et plus je sens redoubler ma joie » (1).

Châtel ne voulut pas rentrer dans le giron de l'Église catholique. Il demanda et il obtint un emploi dans l'administration des postes. Plus tard, cet emploi lui ayant été retiré, il fonda un petit commerce d'épicerie à Paris, dans la rue Mouffetard, où il mourut, en 1862, dans un état voisin de la misère.

* * *

A mi-chemin, entre Subles et Noron et à quelques centaines de mètres de la route de Bayeux à Saint-Lô, l'église d'Agy se dresse sur le versant du côteau. Cet édifice ne présente en lui-même rien de remarquable ; mais sa situation élevée le fait apercevoir de fort loin par les cultivateurs qui l'appellent, en montrant du doigt la silhouette toute blanche de sa tour se détachant à l'horizon, *la Catholique d'Agy*.

A l'ombre de la nouvelle église, plusieurs générations de travailleurs ont vécu et cultivé une terre généreuse et fertile. Avec le temps est venu l'oubli du passé et d'autres préoccupations sont nées. Le temple, devenu cher à tous, n'est plus desservi que par les pasteurs des paroisses voisines, et Agy se retrouve dans la même situation qu'il y a un siècle ; mais il n'y aura ni révolte ni schisme.

D'autres dangers menacent aujourd'hui les habitants de ce coin de terre : appels des cités et de leurs plaisirs faciles ; brillantes apparences de nouveautés factices et souvent dangereuses, abandon des vertus ancestrales, etc.

Souhaitons qu'eux et tant d'autres qui les environnent restent autour

(1) Cité par H. d'Alméras, dans le *Mois Littéraire*, année 1906.

de leur clocher ; que l'amour du pays natal l'emporte sur de fâcheuses excitations ; que les races à venir demeurent fidèles au sol normand et à la tâche des aïeux ; qu'elles soient laborieuses et fortes :

Car il faut que demain, lutteurs que rien ne dompte,
Pour la terre en travail les travailleurs soient prêts ;
Que la semence tombe à l'heure où le jour monte,
Et que la main de l'homme éveille, ardente et prompte,
L'esprit du Créateur qui dort dans les guérets (1).

G. DILLAYE.

La lettre suivante, tirée du portefeuille du Président de la Société, époque exactement l'arrivée du sieur Prudhomme dans la commune d'Agy :

EGLISE
CATHOLIQUE FRANÇAISE
PRIMATIALE
Rue du Faubourg St-Martin
N° 59

Paris, 12 Mars 1836.

MONSIEUR LE MAIRE,

Monsieur Prudhomme ne m'ayant encore point écrit depuis son départ pour Agy, je crains qu'il soit malade. Seriez-vous assez bon pour me répondre le plus promptement possible et me donner de ses nouvelles ? Je compte aussi sur votre obligeance pour me donner des détails sur la manière dont a été accueilli ce digne ministre lors de son arrivée parmi vous, j'l était porteur de ma part d'une lettre pour vous ; je l'avais aussi chargé d'une missive pour M. le Sous-Préfet de Bayeux. J'ai lieu d'être étonné de n'avoir appris que par les journaux ce que j'aurais dû apprendre par une autre voie.

Recevez, Monsieur le Maire, l'assurance de ma parfaite considération.

† L'Abbé CHATEL,
Primat de l'Eglise Française.

Monsieur
Monsieur le Maire de la Commune d'Agy, près Bayeux.
Agy, près Bayeux (Calvados).

(1) Paul Déroulède, *Les Chants du Payson.*